

Entre expertise économique et pastorale catholique

Louis-Joseph Lebreton et la sociologie religieuse (1951-1958)

Between economic expertise and Catholic pastoral. Louis-Joseph Lebreton and religious sociology (1951-1958)

Entre la experiencia económica y la pastoral católica. Louis-Joseph Lebreton y la sociología religiosa (1951-1958)

Denis Pelletier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/29693>

DOI : 10.4000/assr.29693

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 167-192

ISBN : 978-2-7132-2694-6

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Denis Pelletier, « Entre expertise économique et pastorale catholique », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 179 | Juillet-septembre 2017, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/29693> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.29693>

Denis Pelletier

Entre expertise économique et pastorale catholique

Louis-Joseph Lebreton et la sociologie religieuse (1951-1958)

Dans un bilan de la sociologie française des religions paru en 1986, Émile Poulat faisait figurer le dominicain Louis-Joseph Lebreton (1897-1966) aux côtés de l'abbé Fernand Boulard et du franciscain Jean-François Motte, comme l'une des trois principales figures de l'histoire de la sociologie pastorale en France (Poulat, 1986 : 396). Les pages qui suivent sont consacrées à cet aspect de l'itinéraire du père Lebreton, qui n'a jamais été étudié¹. L'œuvre de « sociologie religieuse » de Lebreton est assez mince, et correspond à une période bien délimitée de sa vie, entre 1951 et 1958. Mais elle est un bon observatoire de ce moment particulier au cours duquel l'Église de France fut saisie par la passion sociologique. Et cette minceur elle-même interroge, au regard de la place assignée à Lebreton par l'épiscopat dans le dispositif mis en place au début des années 1950. J'envisagerai successivement les conditions dans lesquelles Lebreton se retrouva engagé dans cette aventure, puis les réseaux et les outils qu'il mobilisa pour le faire, avant de tenter un bilan de son œuvre et de son rôle.

Il n'est pas inutile auparavant de rappeler les grandes lignes de l'itinéraire du père Lebreton. Né en 1897 à proximité de Saint-Malo, Louis Lebreton abandonna en 1923 une première carrière d'officier de marine pour entrer au noviciat dominicain de la province de Lyon. Ayant quitté prématurément le *studium* de Ryckholt en 1928 pour retourner en Bretagne, il fonda en 1929 la Jeunesse maritime chrétienne aux côtés du chanoine Havard de la Montagne, puis s'engagea dans une aventure syndicale aux côtés des marins-pêcheurs, le Mouvement de Saint-Malo, qui le conduisit, au nom de la défense de la pêche traditionnelle, à travailler pour le régime de Vichy, entre 1940 et 1942, à une réforme corporative et communautaire de la profession des pêches. En 1941, il fonda le mouvement Économie et Humanisme (EH), doublé d'une revue homonyme en 1942 (*EH*), dont l'objectif était de renouveler à la fois l'économie

1. C'est un aspect que j'ai laissé de côté dans ma thèse (Pelletier, 1996), à l'exception d'une note infrapaginale p. 371. D'une manière générale, les travaux sur l'histoire de la sociologie des religions en France, lorsqu'ils se penchent sur son versant catholique et pastoral, s'intéressent surtout à Gabriel Le Bras et à Fernand Boulard.

politique et le militantisme catholique en s'appuyant sur les compétences liées à la pratique de l'enquête sociale. Ce projet le conduisit dans les parages de la mission ouvrière, jusqu'à la crise que traversa son mouvement en 1950, à l'issue de laquelle il dut rompre avec son principal collaborateur, Henri-Charles Desroches, que son travail sur le marxisme et ses engagements aux côtés de la mission ouvrière rendaient suspect aux yeux de Rome. La dernière partie de l'itinéraire du père Lebret fut marquée par son engagement dans le tiers-monde, à l'occasion d'enquêtes de développement et d'aménagement régional qui le conduisirent en Amérique latine, au Vietnam, au Liban et au Sénégal, avant qu'il ne réinvestisse cette expertise au service du concile Vatican II. Dans les dernières années de sa vie, il fut *peritus* au concile pour la rédaction de la constitution pastorale *Gaudium et spes* (1965), rédigea la première version de l'encyclique *Populorum progressio* sur le développement des peuples (1967), et joua un rôle important dans la naissance, la même année, de la commission pontificale Justice et Paix.

1951. Une sortie de crise fondatrice

Une opération de sauvetage

Le 10 janvier 1951, sur le conseil de Monseigneur Émile Guerry, archevêque coadjuteur de Cambrai, le père Lebret adressa à l'ensemble des évêques de France une lettre circulaire dans laquelle il faisait état des difficultés rencontrées après le départ du père Desroches et sollicitait de leur part une aide financière. Sur les trente-six réponses conservées dans les archives, deux seulement (M^{gr} Rivière, évêque de Monaco, et M^{gr} Cesbron, évêque d'Annecy, tous deux connus pour leurs positions conservatrices) furent franchement hostiles. Vingt-six évêques adressèrent une contribution, pour un total de 120 600 francs². Le 15 mai suivant, dans une seconde lettre consécutive au mariage du père Desroches qui renoua alors avec son patronyme d'Henri Desroche, abandonné le temps de sa carrière dominicaine, le père Lebret interrogea les évêques sur la possibilité de poursuivre l'œuvre entreprise : les vingt-sept réponses furent favorables.

Allié de longue date du père Lebret, occupant une place clé dans le dispositif épiscopal puisqu'il était secrétaire de l'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA), M^{gr} Guerry était à la manœuvre dans cette opération de sauvetage. « Je souhaite, écrivit-il le 14 janvier 1951 au père Lebret, que votre appel à l'épiscopat soit entendu. Il ne saurait être question de voir disparaître le centre que vous avez créé au moment où il peut être appelé à jouer un rôle de plus en plus important. [...] Les évêques de France suivent

2. Chiffre fourni par Lebret dans une lettre à M^{gr} Guerry, 27 mars 1951, AN 45 AS 59. Sauf avis contraire en note, l'ensemble de la correspondance de Lebret avec les évêques est conservé sous la même cote.

avec intérêt vos efforts. Vous avez donné à l'économie un sens humain qui l'a définitivement orientée³ ».

L'appui était ferme, mais Guerry invitait aussi Lebreton « à serrer de plus près l'orientation à donner à vos travaux si vous voulez atteindre l'ensemble du clergé et de l'épiscopat. De quoi avons-nous besoin dans les diocèses ? D'un ou deux prêtres vraiment spécialisés dans les questions sociales et les méthodes d'observation des faits sociaux en vue d'une application à la pastorale [...] Ce qu'il faut donc, c'est orienter de plus en plus vos méthodes vers l'analyse des faits économiques et des phénomènes sociologiques en tant qu'ils vont fournir les fondements d'une pastorale vraiment adaptée aux besoins de notre temps ».

Le soutien de Guerry avait donc une contrepartie, qui était l'engagement d'EH dans une démarche de sociologie à des fins pastorales. Quelques-uns des évêques les plus favorables reprochaient à EH la trop grande technicité de ses outils, qui en réduisait l'utilité pratique. Si M^{gr} Lefebvre, archevêque de Bourges, engageait Lebreton « à tenir bon car il serait désolant de voir disparaître E&H et se perdre en grande partie le résultat de tant d'efforts » (14 janvier), le cardinal Liénart, évêque de Lille et doyen de l'ACA, assortissait ses encouragements d'une critique feutrée : « Sans préjuger des réponses de mes collègues, je veux du moins vous dire ma pensée. Je crois pour ma part que le travail que vous faites est intéressant, et peut être vraiment utile. Mais il est trop technique pour que les évêques et le clergé puissent le suivre et en tirer profit eux-mêmes [...] Nous ne pouvons que recommander votre bulletin et seulement à des lecteurs suffisamment formés pour qu'ils puissent en tirer profit, et ils ne sont pas très nombreux » (15 janvier). Monseigneur Gounot, archevêque de Carthage (Tunis), enfin, lui écrivit le lendemain : « Le travail que vous effectuez avec votre équipe est certainement important. Il devrait être mieux compris par les ouvriers de la rénovation économique et sociale, mais je vous avoue qu'il m'est difficile pour ma part – et je crois que beaucoup d'évêques doivent être dans mon cas – d'en suivre attentivement tous les détails. Mon impression est que les efforts de nos sociologues sont méritoires mais vraiment trop dispersés ».

Un mouvement privé de sa mouvance

La position des évêques montre qu'on ne tenait pas grief au père Lebreton de la « dérive » progressiste imputée à son principal collaborateur Henri-Charles Desroches. Celui-ci était entré à EH en 1942⁴. De 17 ans le cadet de Lebreton, il était devenu rapidement son plus proche confident et son second à la tête du mouvement, dans une relation où se croisaient amitié masculine et filiation spirituelle. Fasciné par les utopies communautaires et leur capacité à subvertir l'ordre social, Henri-Charles Desroches s'était lancé à la Libération dans un

3. M^{gr} Guerry à Lebreton, 14 janvier 1951, AN 45 AS 59.

4. Pour ce qui suit, Pelletier, 1996, chapitres VI et VII.

travail d'exégèse du marxisme à l'épreuve du christianisme, par lequel il orientait dans un sens philosophique une confrontation que le père Lebreton avait maintenue, depuis sa lecture du *Capital* à la fin des années 1930, dans le domaine de la sociologie et de l'économie. Proche d'Henri Lefebvre et de Roger Garaudy, Desroches participait de ce moment de la réception française du marxisme à la lumière des œuvres de jeunesse de Marx, et notamment des *Manuscrits de 1844* révélés en 1934 par le groupe Philosophies (Trebitch, 1986). Aidé dans sa lecture par un érudit est-allemand réfugié en France, Guillaume Dunstheimer, il tentait une synthèse entre marxisme et christianisme à la lumière des théories de l'aliénation, où le jeune Marx aux prises avec Hegel voisinait avec Thomas d'Aquin, Pascal et Maine de Biran. À la rencontre entre marxisme et utopie communautaire, il était devenu l'un des intellectuels de la mouvance progressiste chrétienne. Monté en 1947 à Paris, il avait fait de la librairie d'Économie et Humanisme, installée au 262 rue du faubourg Saint-Honoré, un lieu de rencontre de la gauche catholique et de dialogue avec les militants communistes. Il y dirigeait la revue *Idées et forces*, dont les sept numéros parus sous sa direction furent en partie consacrés au débat avec Marx. En 1949, il publia *Signification du marxisme*, un recueil de ses articles parus dans *Économie et Humanisme*, *Idées et Forces*, *Esprit* et les *Cahiers de Jeunesse de l'Église*, précédé d'une remarquable bibliographie marxiste dont l'auteur était Dunstheimer (Pelletier, 1997). Le livre était sous presse lorsque parut, le 1^{er} juillet 1949, le décret par lequel le Saint-Office condamnait toute collaboration entre marxistes et catholiques, sous menace d'excommunication.

Desroches refusa de renoncer à publier son livre. Quelques mois plus tard, il tint la plume du manifeste « Des chrétiens contre la bombe atomique », contribution de la mouvance progressiste et missionnaire au combat du Mouvement de la paix, d'obéissance communiste, contre l'armement nucléaire (Tranvouez, 1988). Il apporta aussi un soutien public à l'abbé Boulier au moment où celui-ci était condamné pour son engagement affirmé aux côtés de la mouvance communiste. Ce sont ces liens de plus en plus ostensibles avec le progressisme condamné par Rome qui conduisirent le père Lebreton à convoquer, lors du week-end de Pentecôte 1950 et sur l'instance pressante de M^{gr} Guerry, une réunion de l'équipe dirigeante d'EH. À la suite de trois journées dramatiques, dont témoignent les archives de Lebreton et d'Henri Desroches, ce dernier fut contraint de se séparer du mouvement. Un voyage à Rome au cours de l'été 1950, après lequel il dut retirer son livre de la vente sans avoir pu en défendre le contenu, et la relation amoureuse nouée avec la pianiste de la Maîtrise de danse de Janine Solane, conduisirent Desroches, qui s'appellera désormais Henri Desroches, à rompre avec l'ordre dominicain puis à se marier au printemps 1951.

La situation d'EH était rendue plus compliquée par le fait que, au moment où la rupture avec Desroches risquait de couper le mouvement de sa mouvance missionnaire, les ponts que Lebreton avait jetés avec la mouvance démocrate chrétienne se distendaient aussi. Depuis 1947, le père Lebreton était engagé aux côtés de Nouvelles équipes européennes, cette internationale des jeunes

démocrates-chrétiens qui travaillait à construire la communauté européenne (Chenaux, 1990: 119-128) et au sein de laquelle il se battait, contre l'aile droite du MRP, pour une ouverture au dialogue avec la gauche européenne. Or, lors de la conférence de Westminster tenue en avril 1949, les NEI se rallièrent au Mouvement européen qui projetait une Europe libérale, hors de tout lien avec les partis communistes.

Au sein du MRP lui-même, enfin, Lebret avait engagé EH aux côtés de la minorité de gauche organisée autour des équipes ouvrières du parti et de leurs leaders issus de la JOC ou de la CFTC, Paul Bacon, Fernand Bouxom et André Denis, tous favorables au dialogue avec le PCF. Contre la droitisation du Mouvement, il participa à la tentative d'organiser une opposition de gauche qui réunirait des militants des groupes Témoignage chrétien, du Mouvement populaire des familles et de la Jeune République. Or, cette opposition de gauche subit un échec sévère lors du congrès de Nantes en mai 1950: ses porte-parole, Fernand Bouxom et François Reille-Soult, menèrent en vain le combat contre le rapport économique de Charles Barangé, et le député de la Seine Joseph Dumas, qui posa sa candidature au poste de secrétaire général du parti contre le sortant André Colin, tenant de la ligne libérale, subit un échec sans appel (Pelletier, 1996: 174-178).

En 1951, les difficultés financières d'EH se doublaient donc d'une menace politique sur sa survie. Désormais privé du soutien de la mission ouvrière, qui lui reprochait d'avoir lâché Desroche, et de celui des démocrates-chrétiens dont la droitisation le marginalisait, le père Lebret pouvait craindre de se retrouver à la tête d'un mouvement privé de mouvance. Le recours aux évêques offrait une alternative, mais exposait Lebret à perdre une part de son autonomie.

Reconnaissance politique et réorganisation pastorale

Les termes dans lesquels le soutien était formulé montrent que l'on tenait compte du fait que la sociologie mise en œuvre par Lebret se voulait une sociologie générale, prenant en charge dans un sens chrétien l'ensemble des faits sociaux, susceptible d'apporter une réponse aux impasses de l'économie politique réduite à la seule analyse des choix conscients d'un « *homo oeconomicus* » que la démarche hypothético-déductive privait de tout contenu sociologique. À aucun moment dans leur correspondance les évêques n'exigèrent qu'EH se replie sur une sociologie religieuse au sens spécialisé du terme. La demande était à la fois technique, parce qu'elle supposait que les outils d'enquête d'EH, régulièrement validés – on y reviendra – par le CNRS, soient mis au service de la pastorale, et pédagogique, dans la manière dont on insistait sur la nécessité que ces outils soient rendus plus accessibles.

Cette demande avait deux ressorts. Elle coïncidait d'abord avec une réorganisation en profondeur de l'épiscopat français, ou plus exactement avec sa première véritable organisation. Fondée en 1919, l'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA) avait longtemps été la seule instance de coordination de l'Église de France, réservée comme son titre l'indiquait à une

petite minorité d'entre eux. Or, nombre de responsables ecclésiastiques éprouvaient alors le besoin de mettre en place une organisation susceptible de répondre de manière collective, et avec une bonne compétence technique, aux exigences d'une pastorale que la conjoncture de l'après-guerre, le développement de la mission ouvrière, l'essor de l'Action catholique spécialisée et les premiers débats sur la déconfessionnalisation des mouvements catholiques avaient rendue plus complexe. Cette exigence de spécialisation conduisit à revenir à la pratique d'assemblées plénières de l'épiscopat français, interrompue depuis 1907. La première se tint du 2 au 4 avril 1951, à l'Institut catholique de Paris⁵. Placée sous la présidence du cardinal Liénart, doyen de l'ACA, elle aboutit à organiser l'épiscopat en quinze commissions spécialisées, dont chacune était placée sous la présidence d'un membre de l'ACA. Le 16 avril, Guerry invita Lebret à adresser une demande officielle de subvention à l'ACA, et c'est vers Monseigneur Richaud, nouvel archevêque de Bordeaux, qu'il fut finalement orienté.

Nommé président de la Commission des œuvres charitables et des institutions sociales, Richaud était connu pour l'intérêt qu'il portait aux enquêtes de pratique religieuse. C'était là le second ressort de la décision des évêques : au début des années 1950, ils prenaient conscience de l'utilité de ces enquêtes, dont le principe avait été énoncé vingt ans auparavant par Gabriel Le Bras et qui connaissaient depuis quelques années un véritable essor sous l'impulsion de Fernand Boulard. Le 3 avril, l'assemblée plénière adopta un directoire pour la pastorale des sacrements, précédé d'un rapport de M^{gr} Guerry qui soulignait l'utilité pour les prêtres de se former à la sociologie religieuse⁶ et mentionnait « les recherches d'Économie et Humanisme » parmi les éléments du renouveau en cours de la pastorale en France⁷.

C'est donc à M^{gr} Richaud que le père Lebret adressa enfin le 20 juin une longue lettre qui était à la fois une très officielle demande de subvention et une offre de services⁸. La réponse vint le 28 septembre sous la plume du père Jean Villot, alors secrétaire de l'épiscopat : le mouvement bénéficiait d'une subvention d'un million de francs pour l'année 1951-1952, « suite aux instructions de M^{gr} Richaud », mais cette subvention était assortie de conditions, formulées par Richaud lui-même le lendemain : « Vous savez l'importance que plusieurs d'entre nous attachons à la sociologie religieuse et le Directoire de pastorale

5. Compte rendu dans « L'assemblée plénière de l'épiscopat français (2-4 avril 1951) », *La Documentation catholique*, 1093, 22 avril 1951, c. 459-466; notice « Assemblées plénières » dans Dauzet, *Le Moigne*, 2010 : 760.

6. « La sociologie religieuse n'en est qu'à ses débuts. Combien il paraît désirable que nos prêtres en acquièrent une formation au moins élémentaire ! », *Directoire pour la pastorale des Sacrements à l'usage du clergé, adopté par l'assemblée plénière de l'épiscopat pour tous les diocèses de France*, Paris, Bonne Presse, 1951, p. 22.

7. Parmi « les signes les plus manifestes de ce mouvement [de renouveau pastoral] [...], les recherches d'Économie et Humanisme tendant à l'établissement d'une sociologie religieuse par l'analyse de la réalité humaine, sociale et économique », *ibid.*, p. 10-11.

8. Correspondance Lebret-Richaud, 20 juin 1951, AN 45 AS 59.

des sacrements l'a expressément mentionnée. Il est certain qu'en s'intéressant d'une façon effective à votre détresse, l'Assemblée a aussi souhaité, comme vous l'avez déjà commencé, que vous comprimiez vos dépenses en réduisant vos activités ».

Dans le journal quotidien qu'il tenait depuis les débuts du mouvement à l'intention de ses proches collaborateurs, Lebret commenta la situation non sans regrets: « Il nous faut renoncer à beaucoup de nos ambitions, pourtant légitimes: ambitions d'action politique directe, ambition de fournir aux responsables des mouvements un jugement valable sur les événements mensuels, ambitions d'élaborer seuls l'économie humaine. Nous devons, essentiellement, servir l'Église: a) en faisant progresser la sociologie religieuse, et par là, en contribuant à détecter les méthodes nouvelles d'action religieuse et d'action des chrétiens; b) en aidant les gens d'Église à sortir de l'infantilisme devant les problèmes sociaux et économiques; c) en affirmant les principes de l'économie humaine jusqu'à ce qu'ils deviennent contraignants en doctrine et déterminent une vaste application. Il ne faut pas que nous abandonnions l'étude économique, mais nous ne pouvons plus nous laisser écraser par la conjoncture⁹ ».

Hommes et réseaux

Autour de Lebret, interlocuteur unique des évêques, une équipe se mit donc en place, formée de deux dominicains, François Malley¹⁰, de la province de Lyon, et Alain Birou¹¹, de la province de France, et d'un prêtre diocésain détaché du

9. Journal Lebret, 31 août 1951, AN 577 MI 2.

10. Issu d'une famille modeste de Chamalières, ordonné prêtre en 1933, François Malley (1914-1993) intègre EH en 1943 lorsque l'association s'installe à Écully, dans la banlieue lyonnaise. Rattaché à l'équipe centrale, secrétaire de rédaction de la revue, il est, dans l'équipe de sociologie religieuse, le plus proche collaborateur de Lebret, dont il rassemble notamment les textes destinés à fournir la matière de ses livres. En 1958, il est le seul rédacteur d'un numéro spécial d'*EH* qui fait le bilan de huit années de recherches sur « l'apport de la sociologie religieuse à la pastorale commune » et le rapport entre sociologie et évangélisation (*Économie et Humanisme*, n° 115, 1958). À la fin des années 1960, il s'oriente vers l'étude du catholicisme latino-américain et devient l'un des premiers traducteurs français des théologiens de la Libération, notamment Leonardo Boff, Gustavo Gutiérrez et José-María González Ruiz (Entretien avec l'auteur, Lyon, 26 octobre 1989).

11. Issu d'une famille rurale du Lot, titulaire de la première partie du baccalauréat, Alain Birou (1916-1998) est ordonné prêtre en 1942. Au début de l'année 1944-45, il interrompt ses études au Saulchoir après deux années de philosophie seulement, pour suivre des cours à la Sorbonne. Envoyé en stage à EH après quelques mois, il y demeure du printemps 1945 au printemps 1946. Il participe à plusieurs enquêtes (enquête sur le logement à Lyon, plusieurs enquêtes rurales) avant d'effectuer un stage dans la paroisse marseillaise de la Cabucelle avec le père Loew. De septembre 1946 à la fin de 1949, il est chargé d'apostolat rural dans le diocèse de Rouen, puis est à nouveau affecté à EH sur la demande du père Lebret (témoignage oral à l'auteur, Lyon, 26 octobre 1989). En 1955-1956, il dirige l'enquête de développement confiée au père Lebret par le gouvernement du général Rojas Pinilla en Colombie (Pelletier, 1996: 314-318), enquête dont il laisse un journal quotidien (AN 45 AS 108) et après laquelle il s'oriente vers un travail sur l'Amérique latine, tout en participant aux enquêtes au Brésil, au Vietnam, au Sénégal et au Liban. Outre une contribution la collection « sociologie religieuse » d'*Économie et Humanisme*

diocèse du Puy par Monseigneur Chappe, l'abbé Burdet¹². Aucun des trois n'était une personnalité centrale de l'histoire d'Économie et Humanisme, ce qui marquait la volonté de Lebreton de ne pas mettre en cause la démarche d'ensemble du mouvement. Au-delà des trois hommes se dessinait un réseau, polarisé autour de Lyon et Paris et relayé par les équipes EH qui s'étaient constituées à travers l'Hexagone.

Olivier Chatelan a rendu compte dans sa thèse du paysage lyonnais de la sociologie religieuse au temps des Trente Glorieuses (Chatelan, 2012 : 21-62). À la Faculté catholique de Droit, Joseph Folliet animait un Institut social, qui mobilisait autour de lui les réseaux de la *Chronique sociale* et du patronat catholique, et proposait un cours de « sociologie chrétienne » où se perpétuait un enseignement traditionnel, centré sur la doctrine sociale de l'Église et la critique du monde moderne. Plus originale était l'initiative de Jean Labbens, un laïc formé à la VI^e section de l'EPHE à l'école de Le Bras, qui assura à partir de la rentrée 1951-1952 un séminaire de sociologie religieuse à la Faculté de philosophie catholique. Labbens entretenait de bonnes relations avec Claude Dupuy, nommé vicaire général du diocèse en 1953, tandis que celles-ci étaient tendues entre Lebreton et M^{gr} Ancel, évêque auxiliaire de Lyon, pour des raisons liées à l'engagement d'EH aux côtés de la mission ouvrière, chasse gardée de « l'évêque ouvrier » Alfred Ancel. Labbens fut chargé de mener l'enquête diocésaine de pratique en 1954, puis fonda l'année suivante un Institut de sociologie au sein des Facultés catholiques. Il avait réuni autour de lui une petite équipe compétente, où figurait notamment le jésuite Émile Pin, dont la thèse sur la paroisse Saint-Pothin de Lyon reste l'une des plus intéressantes productions de la sociologie pastorale francophone (Pin, 1956). Malcommode de caractère, mais compétent dans sa défense d'une sociologie pastorale conservant son autonomie de méthode et définissant elle-même ses objets¹³, Jean Labbens entra à plusieurs reprises en conflit avec Lebreton et Malley, notamment lorsque ceux-ci furent à l'origine de la fondation, au printemps 1954, d'un Centre catholique de sociologie religieuse installé au siège parisien d'EH, dont l'ambition était de fournir une plate-forme commune aux différentes enquêtes conduites à travers la France.

À Paris, Fernand Boulard et Gabriel Le Bras étaient les interlocuteurs obligés. Avec le premier, les relations étaient bonnes. À sa demande, le bulletin *Efficacité*, supplément d'EH, publia un compte rendu élogieux d'*Essor ou*

(Birou, 1959), il est l'auteur, aux Éditions ouvrières, d'un *Vocabulaire pratique des sciences sociales* (1966), de *Forces paysannes et politiques agraires en Amérique latine* (1970) et de *Combat politique et foi en Jésus-Christ* (1973).

12. Correspondance Lebreton-M^{gr} Chappe, novembre-décembre 1951, AN 45 AS 59.

13. Voir notamment sa publication des résultats de l'enquête de pratique religieuse à Lyon (Labbens, 1954), son manuel à l'usage des militants paru en 1959 (Labbens, 1959) et le très utile bilan historiographique dressé lors du IV^e Congrès de la CISR, « La sociologie religieuse en France depuis la conférence internationale de Breda (1951-1953) » (CISR, 1955 : 23-67).

déclin du clergé français (Cerf, 1950)¹⁴, et c'est dans la collection « Économie et Humanisme » des Éditions ouvrières que parurent en 1954 les *Premiers itinéraires de sociologie religieuse*, où était insérée une version actualisée de la célèbre « carte religieuse de la France rurale ». Quant à Gabriel Le Bras, il était une sorte de figure tutélaire, régulièrement invoqué par Le Bret et les siens dans leurs publications. Le Bret lui devait sa reconnaissance par le CNRS en 1944 et le salaire qui lui était versé depuis lors comme chargé de recherche (Pelletier, 1996 : 136-143, 329-332).

À lire de près la manière dont lui-même, et surtout son collaborateur François Malley, rendaient compte de son itinéraire de recherche, on pressent pourtant une discrète concurrence en paternité de l'enquête. Le Bret et Malley mettent en effet régulièrement en évidence la façon dont le premier avait commencé à enquêter sur les pratiques religieuses des populations littorales françaises dès le début des années 1930, à l'occasion de son engagement syndical aux côtés des marins-pêcheurs¹⁵, au moment donc où Le Bras publiait son article fondateur dans la *Revue d'histoire de l'Église de France* (Le Bras, 1931 ; Julia, 2006). Une répartition des rôles se proposait ainsi entre Le Bret et Le Bras : sur la base d'une prise de conscience commune, Le Bras avait développé les outils d'une recherche universitaire en sociologie religieuse, tandis que Le Bret avait mis l'enquête au service d'une sociologie plus générale, ordonnée à la transformation des structures sociales, et validée par sa reconnaissance par le CNRS dans le cadre du Centre d'études sociologiques.

À Paris également, le dominicain André-Joseph Kopf assurait l'enseignement de sociologie religieuse à l'Institut catholique. Attaché à la Province de France, il avait été affecté à EH à la Libération, mais s'en était éloigné ensuite. Critique à l'égard des outils d'enquête mis en place par Le Bret, Kopf avait défendu discrètement Desroches lors de la crise de 1950. Quant au franciscain Jean-François Motte, fondateur en septembre 1951 du Centre de pastorale pour les missions à l'intérieur (CPMI), il avait mené depuis 1946 plusieurs enquêtes de pratique religieuse dans des secteurs industriels du Nord en utilisant les outils d'EH, et le CPMI ambitionnait de renouveler les missions intérieures traditionnelles sur la base d'enquêtes sociologiques destinées à mieux cibler la démarche missionnaire (Fouilloux, 2008 ; Buffon, 2015).

Du 14 au 18 avril 1952 se tint au grand séminaire de Saint-Brieuc une « Session interdiocésaine de sociologie religieuse » organisée par Burdet à la demande des évêques. Elle réunit neuf intervenants et 83 participants, prêtres et séminaristes issus des cinq diocèses de Rennes, Vannes, Saint-Brieuc, Quimper

14. Thomas Suavet, « Un exemple de méthode : l'enquête de M. Boulard sur le clergé français », *Efficacité*, 4, mai 1951, p. 94-97.

15. Voir notamment le premier chapitre de *La France en transition* (Le Bret, 1957 : 17-33), « L'effondrement d'un mythe : le niveau religieux des populations côtières en 1930 », et François Malley, 1955 : 16-18.

et Coutances¹⁶. La session s'ouvrit sur l'exposé de leurs résultats par cinq auteurs d'enquêtes récentes. Outre Burdet, sur la région lyonnaise, Jacques Verscheure, aumônier adjoint de l'Union régionale des Secrétariats sociaux du Nord (Caudron, 1990 : 474), présenta son enquête sur la région lilloise dont les premiers résultats venaient de paraître dans les actes de la CISR de Breda ; l'abbé René Fontaine était un prêtre du diocèse de Coutances dont EH avait publié l'année précédente une partie des résultats de son enquête sur le Calvados, au sein d'un ouvrage collectif consacré à l'enquête démographique (Fontaine, 1951) ; Michel Quoist exposa les résultats de sa thèse sur Rouen (Quoist, 1952) ; l'abbé Gautier, aumônier de la province bretonne de l'Île-de-France, venait de publier aux Éditions ouvrières une enquête sur l'émigration bretonne à Paris (Gautier, 1950), issue d'une thèse de troisième cycle en démographie historique et préfacée par Ernest Labrousse, dont il résuma le contenu. Suivirent trois interventions de Lebret, Burdet et Kopf, sur la situation et les méthodes de la sociologie religieuse, qui permirent de commenter les outils publiés par le mouvement. Fernand Boulard vint présenter sa carte de la pratique religieuse en guise de conclusion. Entre-temps, des ateliers organisés par diocèse avaient conduit à une quinzaine de conclusions sociologiques et pastorales dont la revue *Efficacité* rendit compte le mois suivant¹⁷. Chaque diocèse contribua à hauteur de 30 000 F au financement de la session, qui laissa à EH un reliquat de 31 500 F.

Un dispositif éditorial et pédagogique

Le dispositif éditorial mis en place par EH se décrit sous deux rubriques. Le mouvement fit paraître un certain nombre de textes et d'outils à visée technique et pédagogique, destinés à former des enquêteurs. Une collection de sociologie religieuse fut, créée au sein des Éditions ouvrières, avec lesquelles les liens étaient étroits depuis la Libération.

Le bulletin *Efficacité* sert de support au premier ensemble de publications. Il s'agit d'un petit bulletin de format in-16, supplément mensuel à la revue *Économie et Humanisme*, qui a succédé en 1950 à l'ancien bulletin de liaison interne au mouvement, *Liaison-Efficacité*, et dont 70 numéros paraissent jusqu'en décembre 1955, date à laquelle la publication s'interrompt. De taille modeste – chaque livraison compte au maximum 24 pages – *Efficacité* publie des articles courts destinés aux militants. Lebret y donne, entre octobre 1951 et mai 1952, cinq articles qui balisent la recherche et offrent des éléments

16. Les évêques concernés sont M^{gr} Fauvel (Quimper), Coupel (Saint-Brieuc), Guyot (Coutances), Le Bellec (Vannes) ainsi que le cardinal Roques (Rennes) et son auxiliaire Riopel. Pour l'ensemble : dossier « Session interdiocésaine de Saint-Brieuc », AN 45 AS 51 ; correspondance Lebret-Guyot (8 octobre 1951, 14 mai 1952), Lebret-Le Bellec (3 lettres entre mars et mai 1952), AN 45 AS 59, Lebret-Boulard (25 décembre 1951, AN 45 AS 51). À l'origine étaient prévus 20 participants par diocèse, « en principe séminaristes de 4^e ou 5^e année » : la session n'a donc pas fait le plein.

17. R. Burdet, « La session de sociologie religieuse de Saint-Brieuc », *Efficacité*, mai 1952, p. 106-107.

de doctrine¹⁸. D'un titre à l'autre se dessine une sociologie à dimension historique, centrée sur l'histoire de la déchristianisation au xx^e siècle, attentive aux déterminants politiques et sociaux de la pratique religieuse, et dont l'un des enjeux de méthodes est le passage de l'approche monographique qui caractérise l'enquête paroissiale à une compréhension plus globale, via une réflexion sur l'espace qui accompagne les travaux d'EH sur l'aménagement du territoire et le développement régional.

C'est qu'*Efficacité* est d'abord une revue de formation à la pratique de l'enquête. L'abbé Burdet y publie en particulier plusieurs textes centrés sur l'enquête paroissiale, dans lesquels il prodigue conseils aux enquêteurs et modèles de fiches simplifiées à soumettre aux paroissiens à l'issue de la messe dominicale¹⁹, cependant qu'un article est consacré à l'épineuse question de la redéfinition des limites de la paroisse à l'épreuve de l'enquête, qui est au cœur du débat catholique des années 1950. Paraissent également plusieurs comptes rendus d'ouvrages ou d'événements.

Cette dimension pédaogo-pratique est essentielle et trop souvent négligée par les historiens. Philippe Boutry a analysé la passion sociologique qui saisit le catholicisme français au cours des années 1950 comme « une production intellectuelle collective du clergé français, une « science sacerdotale », diocésaine et même paroissiale, tant elle est tributaire du concours décisif du clergé séculier tout entier ligué dans un effort d'intelligence des voies d'une future rechristianisation du pays » (Boutry, 2004 : 177. Voir aussi Tranvouez, 2013-2014). Une telle mobilisation supposait que soient fournis aux acteurs, qui n'avaient pas forcément de formation adéquate, des outils simples et maniables. En 1952, EH publia ainsi une série de documents dont le titre désignait le public visé : *Collection de sociologie religieuse à l'usage des séminaristes, prêtres de paroisses, missionnaires, aumôniers et responsables de mouvements, étudiants, routiers, chercheurs scientifiques*²⁰.

18. L. J. Lebre, « Naissance de la sociologie religieuse », *Efficacité*, octobre 1951, p. 194-198 ; « Étude statistique et géographique des actes religieux », novembre 1951, p. 219-221 ; « Étude des « vagues » déchristianisantes et christianisantes », décembre 1951, p. 242-245 ; « La formation et le jeu des groupes et des forces vivantes », janvier 1952, p. 20-22 ; « Étude des enracinements et conditionnements temporels du fait religieux », mai 1952, p. 103-105. Tapuscrits conservés avec quelques annotations dans le Fonds Cosmao, carton « Sociologie religieuse », Archives dominicaines de la Province de France (ADPF).

19. R. Burdet, « De la pratique religieuse à la mentalité chrétienne », *Efficacité*, 44, mai 1953, p. 83-85 ; « Consultations paroissiales », 52, février 1954, p. 39-44 ; « Comment exploiter une enquête paroissiale », 55, juin 1954, p. 113-115 ; « Quelle fiche choisir pour une consultation paroissiale ? », 69, novembre 1955, p. 204-205. Le bulletin publie aussi une fiche d'enquête permettant d'informer sur l'âge, le sexe, l'origine sociale et la situation matrimoniale... sans recourir au crayon qui peut faire défaut aux paroissiens du dimanche (« Une enquête rapide sur la pratique religieuse », septembre 1951, p. 161-162).

20. Lebre Louis-Joseph, Burdet R., 1952. La SAGMA (Société pour l'application du graphisme et de la mécanographie à l'analyse) est un des « laboratoires d'enquête » mis en œuvre par Économie et Humanisme à travers ses équipes locales. Il est financé pour l'essentiel par deux patrons d'entreprises liés au mouvement, Jean Queneau à Saint-Étienne et Alexandre Dubois à Voiron. Un exemplaire du portfolio est conservé dans le fonds Cosmao, APDF, carton « sociologie religieuse ».

Présenté sous la forme d'un portfolio de format A4, le dossier regroupe sept outils d'enquête²¹, accompagnés de diagrammes et de conseils pour leur mise en œuvre. L'analyse de la paroisse sert d'entrée (outil 1), appuyée sur un diagramme circulaire hérité de la pratique monographique développée par EH dans ses enquêtes sociales, et sur lequel on revient plus loin. L'ensemble des autres documents confrontent le devenir de la paroisse à une histoire du vingtième siècle dont il s'agit de rendre compte de manière à la fois compréhensive et graphique, sous l'angle d'une histoire politique de l'affrontement entre forces chrétiennes (outil 2) et forces « déchristianisantes » (le « laïcisme », le socialisme et le communisme, outil 3), doublée d'une histoire sociale où l'héritage catholique est aux prises avec les effets de l'industrialisation et de la modernisation (outil 4). L'ensemble débouche sur « l'analyse de l'imprégnation chrétienne d'une population et des ambiances de vie » (outil 5) où se mesure le contraste entre le milieu hérité, réputé chrétien, et les valeurs du monde de l'industrie, de l'urbanisation et de la mobilité, qui le minent en profondeur et affectent le « niveau humain d'une population » (outil 6). Le dernier outil (outil 7) récapitule l'ensemble et sert de support aux interviews orales et aux éventuels sondages d'opinion qui accompagnent l'enquête. L'ensemble du dossier s'inscrit donc dans une perspective nettement confessionnelle, qui pèse sur le choix même des outils d'analyse : la rigueur méthodologique de la démarche, revendiquée par les auteurs, repose sur le choix d'une sociologie empirique et sur la confrontation entre l'enquête et une approche d'histoire à la fois politique et sociale, dans la ligne de l'ensemble de l'œuvre du père Lebreton. Mais cette démarche est elle-même balisée, comme l'est le contenu du bulletin *Efficacité*, par une vision critique de la modernité héritée du catholicisme intransigeant.

La collection de sociologie religieuse d'EH relève d'une autre logique. L'association lyonnaise avait disposé pendant quelques années, après la Libération, de sa propre maison d'édition. Lorsque celle-ci fut menacée de faillite, durant l'été 1948, un accord intervint avec les Éditions ouvrières : EH entra en tant qu'association au sein du comité de lecture de ces dernières qui récupérèrent en contrepartie le fonds des ouvrages déjà publiés. Une collection fut aussi créée, sous le label Les Éditions ouvrières/Économie et Humanisme (Pelletier, 1996 : 215-217). À partir de 1952, elle fut mise au service de la diffusion de travaux de sociologie religieuse : après la publication de la thèse de Michel Quoist en 1952 paraît une série intitulée « Sociologie religieuse » qui publie cinq livres entre 1954 et 1959. En marge de la collection, mais

21. Successivement : « Outil S.R. 1, Paroisse catholique. Diagramme typologique et lexique explicatif » ; « Outil S.R. 2, Analyse des groupes » ; « Outil S.R. 3, Diagramme comparatif des forces vivantes » ; « Outil S.R. 4, Chronologie comparative de l'évolution économique et sociale, de la pratique religieuse et des options politiques » ; « Outil S.R. 5, Tableaux pour l'analyse de l'imprégnation chrétienne d'une population et des ambiances de vie » ; « Outil S.R. 6, Niveau humain d'une population » ; « Outil S.R. 7, « Processus d'évolution pour interview personnelle ou pour sondage d'opinion ».

toujours sous l'égide d'EH, parurent en 1955 les actes du IV^e congrès international de la CISR qui s'était tenu au siège du mouvement, à La Tourette, du 3 au 5 octobre 1953²².

Faute de place pour consacrer à cette entreprise éditoriale les développements qu'elle mériterait, on se contentera d'insister sur deux points. La liste des auteurs publiés, outre Lebreton lui-même et son collaborateur Alain Birou, est intéressante par la manière dont elle fait d'EH un interlocuteur central au sein de la sociologie pastorale. On a déjà évoqué le recueil d'articles de Fernand Boulard qui ouvre en 1954 la collection « sociologie religieuse ». Lui succède en 1956 Yvan Daniel, coauteur en 1943 avec Henri Godin de *La France, pays de mission?* Il est alors membre de la Mission de Paris et son livre sur « l'équipement paroissial » du diocèse de Paris de 1802 à 1956 inscrit la sociologie religieuse dans la perspective d'une histoire longue dont l'aboutissement a partie liée avec la mission ouvrière dont il est un acteur important. Les deux autres auteurs sont de jeunes prêtres dont EH publie le premier livre. Michel Quoist (Chatelan, 2017) est un prêtre du diocèse de Rouen dont la thèse sera reçue, en dépit de la dimension pastorale qui en occupe la dernière partie, comme un des ouvrages pionniers de la sociologie urbaine en France, tout en servant de référence pour les travaux ultérieurs de sociologie urbaine confessionnelle. Quoist utilise largement dans sa thèse les outils d'enquête sociale mis en œuvre par Lebreton dans l'immédiat après-guerre; il est lui-même lié à EH via l'équipe de Rouen-Le Havre que dirige Paul Cornière, un militant du Mouvement populaire des familles qui deviendra en 1953 conseiller municipal du Havre aux côtés du MRP (Pelletier, 1996: 98-99). En 1950, Lebreton essaie en vain d'obtenir de M^{gr} Martin, archevêque de Rouen, qu'il soit rattaché à l'équipe de sociologie religieuse d'EH²³. Quant au belge François Houtart (Chatelan, 2017), il est entré en relation avec le père Lebreton en 1952, alors qu'il commençait sa thèse sur le catholicisme nord-américain. Lebreton le met alors en contact avec ses correspondants aux États-Unis, et le jeune chercheur lui rendra ultérieurement la pareille²⁴. Le livre publié en 1958

22. Paraissent successivement, à Paris, aux Éditions ouvrières / Économie et Humanisme: Michel Quoist, *La ville et l'homme. Rouen. Étude sociologique d'un secteur prolétarien*, préface de Gabriel Le Bras, 1952; Fernand Boulard, *Premiers itinéraires en sociologie religieuse*, préface de Gabriel Le Bras, 1954; *Sociologie religieuse – Sciences sociales. Actes du IV^e Congrès international*, préface de Gabriel Le Bras, introduction de Jacques Leclercq, 1955; Yvan Daniel, *L'équipement paroissial d'un diocèse urbain: Paris (1802-1956). Population, paroisses, lieux de culte, clergé (éléments statistiques)*, 1957; Louis-Joseph Lebreton, *La France en transition. Etapes d'une recherche*, 1957; François Houtart, *Aspects sociologiques du catholicisme américain, vie urbaine et institutions religieuses*, préface de J.-H. Fichter, s.j., 1958; Alain Birou, *Sociologie et religion*, préface de Marie-Dominique Chenu, 1959.

23. Lettre de Lebreton, 30 mai 1950, réponse négative de Martin, qui invoque le manque de prêtres et suggère que les ordres religieux fassent eux-mêmes un effort, le 8 juin, AN 45 AS 59. Lebreton renouvelle sa tentative au début de 1951, sans plus de succès (lettre à Guerry, 12 février 1951, *id.*).

24. Correspondance Lebreton-Houtart, AN 45 AS 50.

est intéressant par sa dimension internationale et par la manière dont il s'intéresse au catholicisme en tant que religion minoritaire. Entre-temps, Houtart est devenu en 1956 secrétaire de la CISR. Il jouera plus tard un rôle important comme expert en développement, spécialiste de l'Amérique latine et promoteur au cours des années 1970 de la théologie de la libération en milieu francophone.

Le second point intéressant concerne la Conférence internationale de sociologie religieuse. En février 1952, François Malley avait publié dans *Efficacité* un compte rendu sévère des actes de la Conférence de Breda parus dans la revue *Lumen Vitae*²⁵. Il regrettait la manière dont les exposés, centrés sur des approches nationales, interdisaient que se dégagent des problématiques partagées sur des objets communs. Une telle approche présentait l'inconvénient à ses yeux de laisser la part belle à une sociologie pastorale exclusivement guidée par des impératifs nationaux de pastorale²⁶. Autrement dit, l'internationalisation de la sociologie religieuse aurait dû permettre une prise d'autonomie à l'égard des épiscopats nationaux. Fort de la place prise par Lebreton dans le paysage français de la sociologie religieuse, EH fut chargé de l'organisation de la IV^e conférence internationale de la CISR en octobre 1953. Si la première partie du colloque fut à nouveau consacrée à des perspectives nationales, la deuxième témoignait d'une approche transversale centrée sur les rapports entre la sociologie religieuse et les autres savoirs religieux : Jacques Leclercq y traite de la théologie, Jean-François Motte de la pastorale, Gabriel Le Bras²⁷, qui participe pour la première fois à la conférence, du droit canon, le père Rozier de la psychologie religieuse, Lebreton de l'économie humaine – ce qui rend son exposé plus ouvert que les autres à l'état des sciences sociales en général. Au cours des années 1950, en effet, un débat court sur la manière dont la sociologie religieuse est susceptible de redéfinir l'équilibre entre les différentes « sciences religieuses », entendues au sens catholique du terme. C'est là un débat d'ecclésiologie, parallèle à celui que provoque alors l'expérience des prêtres-ouvriers, dans un paysage catholique ébranlé par la prise de conscience de la sécularisation comme par les affrontements autour de la mission ouvrière. Organisé à l'occasion d'un congrès qui se tient au siège d'EH, il me paraît confirmer la volonté de Lebreton de peser dans le débat sur le devenir du catholicisme en France : cette posture est une clé, au moment où, on l'a vu, l'épiscopat lui-même se montre soucieux de répondre de manière techniquement compétente aux exigences d'une société dont les évolutions lui échappent. Mais elle ne va pas sans ambiguïtés.

25. *Efficacité*, février 1952, p. 48.

26. Karel Dobbelaere (Dobbelaere, 2010) confirme le tournant confessionnel de 1951 au regard des intentions initiales de Jacques Leclercq. Voir aussi Poulat, 1999.

27. Absent de la conférence de Bréda (mars 1951), il a toutefois participé au volume d'actes par un texte de « Présentation » (CISR, 1951 : 13-21) et par un bilan sur « La sociologie du catholicisme en France » (CISR, 1951 : 24-42).

Les ambiguïtés d'une expertise

Figurer la déchristianisation : le diagramme « paroisse »

Reproduit en annexe à la fin de cet article, le diagramme « paroisse » de 1952 témoigne de l'ambivalence de la pensée sociologique du père Lebreton. Il s'agit d'un diagramme circulaire, construit sur le modèle des outils inventés par EH pour les monographies de communes et qui s'inscrit de prime abord dans l'héritage de la tradition leplaysienne. Il vise à donner l'image graphique et immédiatement sensible d'une société, et l'on recommande de le reproduire sur un papier transparent qui permet la superposition de plusieurs images.

La moitié supérieure du diagramme décrit une chrétienté traditionnelle saisie à travers ses indicateurs : ceux de la pratique masculine et féminine (D à M) encadrent les données générales, taux de natalité (A), nombre de prêtres, de religieuses et de religieux (B) et nombre de lieux de culte (C) qui occupent la partie supérieure du cercle. La partie inférieure met en scène le combat qui traverse les sociétés modernes : le militantisme catholique (Action catholique, action spirituelle, action temporelle, N à Q) y contient les « facteurs d'agression » (R à U). Ceux-ci sont au nombre de quatre : crise de la famille, « laïcisme et athéisme », anticléricalisme et « matérialisation » de la vie quotidienne. Chacun de ses facteurs constitue un agrégat dont les composantes sont déclinées sur le schéma. Si l'échelle de la partie supérieure est quantitative (chiffres nets et pourcentages éventuellement agrégés), celle de la partie inférieure est qualitative. Les échelons y vont d'« inexistant » à « efficace » pour les engagements chrétiens, d'« inexistant » à « très fréquents » ou « à peu près général » pour les facteurs d'agression. On peut remarquer la connotation des facteurs d'agression, tantôt morale (divorces, magazines légers, licence des mœurs, etc.), tantôt politique (laïcisme, athéisme), tantôt sociale mais à connotation morale (travail du dimanche, déloyauté des transactions, logements insuffisants)²⁸. Enfin, et peut-être surtout, l'échelle des facteurs d'agression est graphiquement inversée par rapport au reste du schéma : visuellement, ils s'enfoncent comme un coin au sein de la structure traditionnelle de la paroisse.

Le graphique exprime ainsi, de manière très claire, la nostalgie d'un ordre social chrétien que ronge la modernité : la paroisse est un espace de chrétienté, grignoté sur ses bords à la faveur du déclin des pratiques et des vocations et du recul de la natalité, attaqué en son centre par les « facteurs d'agression » de la société moderne. Très critique de ce document, qu'il juge trop

28. La série des tableaux qui encadrent le diagramme circulaire, rarement utilisée à notre connaissance, précisent cette histoire de la paroisse : pyramide des âges de la pratique (II. Pratique religieuse de la population) ; pratique religieuse par catégories professionnelles (III. Répartition de la population et pratique religieuse) ; forces politiques au XX^e siècle (IV. Évolution politique) ; salles de cinéma (V. Cinéma), sur la base d'une qualification morale des salles qui rejoint l'attention portée par la pastorale à ce loisir populaire.

complexe et trop subjectif, le père Kopf est fondé à estimer que l'enquêteur n'y trouvera, finalement, que ce qu'il y aura mis²⁹. Jean Labbens, devant les congressistes de la CISR de 1953, souligne l'imprécision des catégories et la marge considérable laissée au jugement de valeur de l'enquêteur (Labbens, 1955 : 31). Pourtant, outre son indéniable efficacité visuelle, le diagramme fonctionne : il a été utilisé « pour plus de 1000 paroisses », écrit Lebreton en conclusion de *La France en transition*, « il livre, en début d'enquête, un regard précieux sur la structure paroissiale fondamentale et permet de dégager les divers types de paroisse en référence à une quarantaine de critères » (Lebreton, 1957 : 163).

En fait, ce diagramme apparaît comme un compromis entre l'enquête statistique et les « enquêtes de pratique habituelle » que les évêques imposaient régulièrement à leurs curés de paroisse dans le cadre de la gestion diocésaine, et dont Alain Chenu a montré l'importance dans les premiers travaux de Fernand Boulard (Chenu, 2011 : 179-181). Autant sinon plus qu'à une « sociologie » de la paroisse, on est là en présence de la représentation graphique d'une histoire de la déchristianisation telle que la pense le courant intransigeant du catholicisme social. Sans doute le graphique permet-il de construire une typologie paroissiale (annexe II) qui s'apparente à celle de Fernand Boulard. Mais les indications d'assistance à la messe (H et I) ne distinguent pas entre les différents types de pratique. Ils constituent un agrégat entre pratiques dominicale, saisonnière et festive : l'objectif de Lebreton n'est pas de mesurer la régularité de l'assistance à la messe, mais de comprendre l'évolution d'une société qui se déchristianise dans l'interaction de ses dimensions religieuse, sociale et politique. Cette démarche est chez lui l'héritage d'une pratique originale de l'enquête sociale.

Enquête entre catholicisme intransigeant et modernisation

La France en transition est une source précieuse pour comprendre cette pratique. Sous-titré *Étapes d'une recherche*, il est le seul livre du père Lebreton écrit sur le mode de l'autobiographie, au moins dans ses quarante premières pages. Né en 1897, Lebreton y décrit son enfance en pays malouin, dans un pays de chrétienté « bleue » dont il a gardé le souvenir de luttes politiques intenses autour de 1905 (Lebreton, 1957 : 5-6). Il découvre l'enquête sociale au début des années 1930, lorsqu'il prend la tête du « Mouvement de Saint Malo », ce mouvement syndical de marins-pêcheurs conçu pour combattre à la fois la CGT et la pêche industrielle dont les structures capitalistes menacent la communauté des gens de mer. Si le mouvement naît en pays malouin, à proximité du Secrétariat social maritime qui prend son essor sous l'impulsion du même Lebreton, il s'étend rapidement aux ports de pêche de la Manche et de l'Atlantique (Lagrée, 1992 : 494-504 ; Pelletier, 1996 : 15-22). C'est alors que le

29. « Le moyen devient fin et la recherche n'aboutit à rien d'autre qu'à elle-même », écrit-il dans une note de méthode datée du 9 janvier 1951 et adressée à Lebreton, AN 45 AS 50.

père Lebret mène une enquête – dont subsistent aussi des traces filmées – sur les sociétés maritimes confrontées aux retombées de la crise de 1929, qu'un phénomène récurrent de surpêche amplifie. Conduite dans les ports, cette enquête aboutira à deux publications (Lebret, 1933 et 1937) où la dimension religieuse est présente, mais comme un symptôme parmi d'autres d'une société en crise. La lecture du *Capital*, dans la seconde moitié des années 1930, le renforce dans sa conviction : ce qui est en cause dans la crise, c'est à la fois la déstructuration des communautés traditionnelles par la logique du profit et la posture de l'Église, mélange de complicité avec les puissants et d'incompétence économique (Pelletier, 1996 : 113-116).

Dans cette déstructuration, la place des femmes est essentielle, peut-être parce que Lebret est issu d'une société où les hommes sont absents, partis en mer. Piliers de l'ordre social, elles « gardent plus longtemps que les hommes la fidélité à leur pratique et l'intégrité de leur foi ». Inversement, leur rôle est essentiel dans la déchristianisation. Confrontées au déracinement social, via le travail à l'usine, ou territorial, via l'émigration en ville, elles « garde[nt] quelque sentiment religieux, quelque pratique, le langage chrétien », mais sont confrontées à l'alternative entre reconstruire un ordre sur la base des valeurs qu'elles découvrent, comme s'il s'agissait pour elles de reconquérir une place, ou céder au rêve d'un « beau passager » (Lebret, 1957 : 98) rencontré au bal (la critique du bal et de l'union libre, antichambres de la déchristianisation, est récurrente dans *La France en transition*). Le monde décrit par Lebret est un monde de la domination féminine mythifiée et perdue, qui fait des femmes les victimes consentantes, mais aussi les actrices conscientes d'une déchristianisation qui entraîne les hommes dans leur sillage ou les laisse à leur misère morale de célibataires.

L'enquête sert en retour de support à l'utopie d'un ordre chrétien qui serait véritablement *social*, au prix d'une critique qui vise non seulement l'économie moderne, mais aussi l'Église. C'est cette dimension critique, appuyée par une compétence acquise sur le terrain, qui fait l'originalité de son œuvre. Loin de concevoir une sociologie catholique qui utiliserait la doctrine sociale comme instance critique de la modernité libérale, il utilise l'enquête sociale contre les impasses de la doctrine sociale, comme le fondement d'une compétence dont la visée serait de moderniser *à la fois* la société et l'Église. Ce combat explique que ce catholique intransigeant, campant sur des positions morales et ecclésiologiques conservatrices, ait pu travailler avec un Desroches et avec la mouvance progressiste.

C'est à ce titre que Lebret a développé, dans les premières années d'Économie et Humanisme, des outils d'enquête qui ont suscité l'intérêt des autorités publiques, et notamment du CNRS lui-même. Dans le contexte de la fondation du Centre d'Études sociologiques, et grâce à la double médiation de Gabriel Le Bras et de l'historien Ernest Labrousse, Lebret reçoit du CNRS, à partir de 1944, une rémunération comme chargé de recherches à temps partiel, entamant ainsi une carrière qu'il finira au plus haut niveau de la classe exceptionnelle (Pelletier, 1996 : 136-143, 329-332).

Mais la médiation de Labrousse, spécialiste d'histoire sociale et de démographie historique, est révélatrice : ce sont les compétences de l'enquêteur en sciences sociales qui sont au cœur de ce recrutement, au prix de la mise en lisière des objectifs religieux qui sous-tendent son œuvre. Mieux, à partir de la réorganisation du CNRS en 1949, puis de la création en 1951 du Centre d'études économiques, la carrière de Lebret relève non plus du domaine du droit et de la sociologie où officiait Le Bras, mais de la commission économique : ce changement coïncide avec l'accélération de sa carrière de chercheur. Au cours des années 1950, le travail de Lebret évolue vers une pratique de l'aménagement du territoire, dont le ressort ultime est sans doute à ses yeux de préserver les chances d'une société chrétienne, mais dont le contenu technique rencontre à nouveau les politiques de modernisation de la société française. Au même moment, ses enquêtes d'aménagement en Amérique du sud, puis au Liban et au Sénégal, lui assurent une réputation d'expert international en développement qu'il réinvestira au sommet de l'Église catholique au moment du Concile Vatican II, comme expert au service de la rédaction de la constitution pastorale *Gaudium et spes*. Au sein du monde catholique, la sociologie religieuse n'aura occupé le père Lebret que pendant quelques années, comme un relais entre le temps de la mission ouvrière et celui de l'expertise auprès des autorités ecclésiales. Ce moment coïncide avec l'apogée de la sociologie pastorale en France. Lebret y tient un rôle central, confirmé par les évêques³⁰, mais c'est un rôle en trompe-l'œil, une expertise dont les fondements reposent en partie sur un malentendu.

*

* *

Autour de la figure de Louis Lebret et de son œuvre de sociologue du catholicisme se croisent deux histoires. Il est d'un côté partie prenante du moment de modernisation de la société française qui suit la Libération, lorsque la création d'une série d'institutions scientifiques auxquelles il fut lui-même lié (l'INH, l'INA, l'INSEE, l'INED, le CNRS) donne corps à l'utopie d'une gestion scientifique du corps social. Ce mouvement est contemporain de la seconde institutionnalisation de la sociologie en France, après la disparition de la deuxième génération des durkheimiens, au moment où la toute nouvelle VI^e section de l'École pratique des hautes études noue une relation durable avec le CNRS. Il assure une audience aux enquêtes de Lebret sur les niveaux de vie et sur l'aménagement rural et urbain. Mais Lebret est aussi engagé dans le « moment sociologique » du catholicisme

30. Jusqu'en 1957, *Économie et Humanisme* reçoit à l'automne une subvention de l'ACA : 1 MF en 1951, 500 000 F en 1952, 700 000 F en 1953 et 1954, 1 MF en 1956 et 1957 (Correspondance Villot-Lebret, AN 45 AS 59). Les « directives d'*Économie et Humanisme* » sont recommandées aux prêtres dans le *Directoire pastoral en matière sociale* adopté en avril 1954 par la seconde assemblée plénière de l'épiscopat (Paris, Bonne Presse, 1954, p. 91).

français, lorsque la prise de conscience de la déchristianisation se combine à l'utopie missionnaire pour provoquer une mobilisation générale autour d'une sociologie à des fins pastorales.

L'offre de service, formulée en 1951 auprès des évêques pour des raisons liées à la survie d'EH, repose ainsi sur une ambiguïté. On peut penser qu'aux yeux des évêques, la reconnaissance de Lebreton par le CNRS est un gage de compétence qui lui assure un surcroît de légitimité. Mais, du côté du CNRS, le maintien de cette légitimité suppose que la dimension chrétienne du projet de Lebreton soit tenue en lisière. L'un des paradoxes de cette histoire veut donc que le crédit de Lebreton auprès d'instances scientifiques laïques renforce sa position auprès de ceux-là même dont l'appui est susceptible de remettre en cause ce crédit. Cette situation de tension impose un partage strict, dont témoigne aussi la stratégie d'édition du père Lebreton au cours des années 1950-1958 : si les Éditions ouvrières, d'obédience catholique, contribuent à asseoir la position d'EH dans le dispositif de la sociologie pastorale, c'est aux Presses universitaires de France que Lebreton fait alors paraître ses travaux sur l'enquête en vue de l'aménagement des territoires (Lebreton, 1951-1958).

À partir de 1958, la mise en place d'une politique de coopération dans le cadre de la V^e République lui ouvre de nouveaux horizons : il fonde en mars 1959 l'IRFED (Institut de recherche et de formation en vue du développement harmonisé) dont le premier président est Robert Buron, ministre des Travaux publics du gouvernement de Michel Debré, puis la revue *Développement et civilisations* en 1960. La brève aventure de la sociologie religieuse à *Économie et Humanisme* n'en est pas moins intéressante par la façon dont elle éclaire ce premier moment de l'histoire des Trente Glorieuses, où les jeux d'échanges et de transferts entre savoirs confessionnels et savoirs laïques étaient encore possibles, alors que s'amorçait seulement la prise de conscience de la perte d'emprise du catholicisme sur la société française.

Denis PELLETIER

Groupe Sociétés Religions Laïcités (GSRL)

Ecole Pratique des Hautes Études – PSL Research University

denis.pelletier@gsrl.cnrs.fr

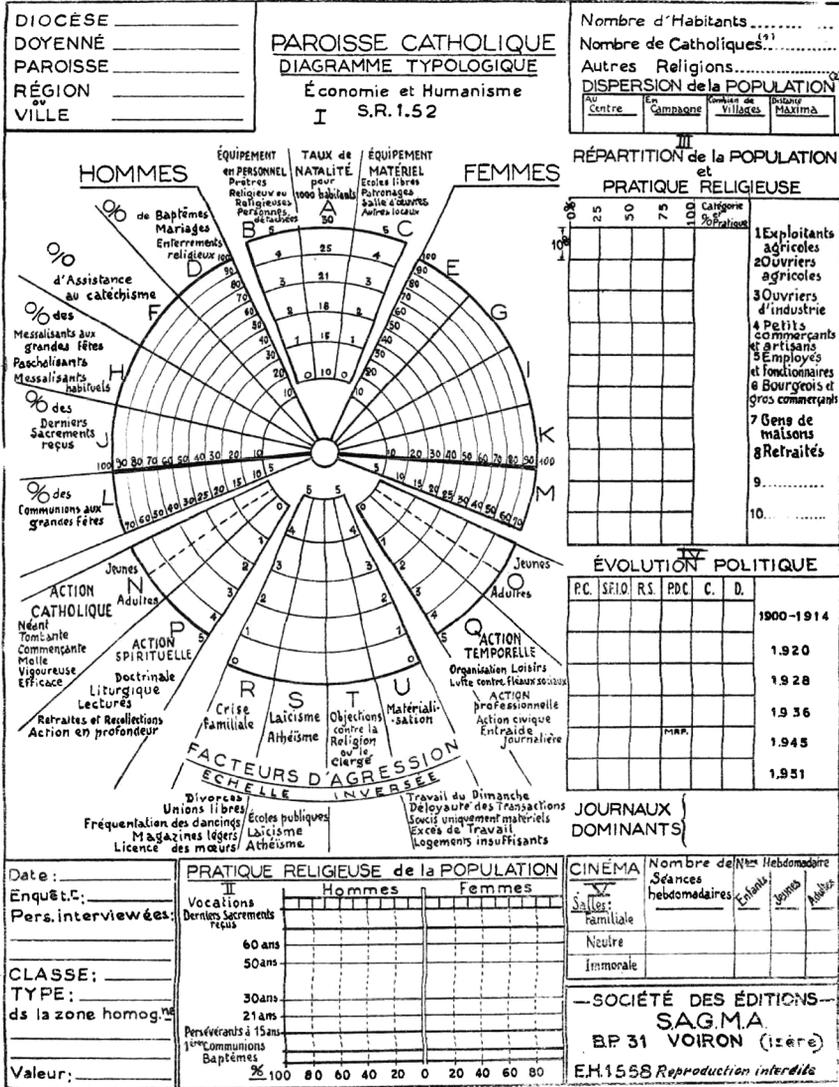


Figure 1. Le diagramme « paroisse » d'Économie et Humanisme.
 Source : Collection de sociologie religieuse.

Bibliographie

- BIROU Alain, 1959, *Sociologie et religion*, préface de Marie-Dominique Chenu, Paris, Éditions ouvrières/Économie et Humanisme, coll. « Sociologie religieuse ».
- BOULARD Fernand, 1954, *Premiers itinéraires en sociologie religieuse*, préface de Gabriel Le Bras, Paris, Éditions ouvrières/Économie et humanisme, coll. « Sociologie religieuse ».
- BOUTRY Philippe, 2004, « Paroisses et clergé paroissial en France », Benoît Pellistrandi (éd.), *L'histoire religieuse en France et en Espagne*, Madrid, Collection de la Casa de Velazquez, p. 175-200.
- BUFFON Giuseppe, 2015, *La Chiesa nello specchio del Mondo. Il Concilio Vaticano II nella visione del Centro pastorale per le missioni interne (1950-1970)*, Rome, Carocci editore.
- CAUDRON André, 1990, *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine. 4. Lille – Flandres*, Paris, Beauchesne.
- CHATELAN Olivier, 2012, *L'Église et la ville. Le diocèse de Lyon à l'épreuve de l'urbanisation (1954-1975)*, Paris, L'Harmattan.
- , 2017, « Michel Quoist, François Houtart. Deux itinéraires entre sociologie religieuse et désir d'Amérique latine (1950-1960) », *Revue d'histoire ecclésiastique*, 112, p. 215-238.
- CHENAUX Philippe, 1990, *Une Europe vaticane ? Entre le plan Marshall et les Traités de Rome*, Bruxelles, Ciaco.
- CHENU Alain, 2011, « Les enquêteurs du dimanche. Revisiter les statistiques de pratique du catholicisme (1939-1980) », *Histoire et mesure*, xxvi-2, p. 177-221.
- CISR, 1951, *Milieus modernes et vie religieuse. Actes de la Conférence internationale de Bréda*, n° spécial de *Lumen Vitae*, vi, 1-2.
- CISR, 1955, *Sociologie religieuse – Sciences sociales. Actes du IV^e Congrès international*, préface de Gabriel Le Bras, introduction de Jacques Leclercq, Paris, Éditions ouvrières/Économie et Humanisme.
- DANIEL Yvan, 1957, *L'équipement paroissial d'un diocèse urbain : Paris (1802-1956). Population, paroisses, lieux de culte, clergé (éléments statistiques)*, Paris, Éditions ouvrières/Économie et Humanisme, coll. « Sociologie religieuse ».
- DAUZET Marie-Dominique, LE MOIGNE Frédéric (éds.), 2010, *Dictionnaire des évêques de France au xx^e siècle*, Paris, Le Cerf.
- DOBBELAERE Karel, « The foundation of the CISR : issues of the first two decades 1948-1967 », <https://www.sisr-issr.org/History%20of%20the%20ISSR%20—%20Part%201.pdf> (consulté le 30 mai 2017).
- FONTAINE René, 1951, « La délimitation du «pays» de Caen et l'étude des mouvements de la population ouvrière », et « La corrélation entre industrialisation et attraction communiste dans le Calvados », Lebreton Louis-Joseph (éd.), *Connaître une population, Cahiers d'économie humaine*, 2-3, p. 111-114 et 149-153.
- FOUILLOUX Étienne, 2008, « Brève histoire du Centre pastoral des missions à l'intérieur », *Les chrétiens français entre guerre d'Algérie et mai 1968*, Paris, Parole et Silence, p. 243-257.
- GAUTIER Élie, 1950, *Un siècle d'indigence. Pourquoi les Bretons s'en vont*, Paris, Éds. ouvrières.
- HOUTART François, 1958, *Aspects sociologiques du catholicisme américain, vie urbaine et institutions religieuses*, préface de J.-H. Fichter, Paris, Éditions ouvrières/Économie et Humanisme, coll. « Sociologie religieuse ».

- JULIA Dominique, 2006, « Un passeur de frontières. Gabriel Le Bras et l'enquête sur la pratique religieuse en France », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 92, 229, p. 381-413.
- LABBENS Jean, 1954, *Les 99 autres... ou l'Église aussi recense. Ceux qui vont à la messe et ceux qui n'y vont pas*, Lyon-Paris, Emmanuel Vitte.
- , 1959, *La sociologie religieuse*, Paris, Fayard, coll. « Je sais – je crois », n° 100.
- LAGRÉE Michel, 1992, *Religions et cultures en Bretagne 1850-1950*, Paris, Fayard.
- LE BRAS Gabriel, 1931, « Statistique et histoire religieuse. Pour un examen détaillé et pour une explication historique de l'état du catholicisme dans les diverses régions de France », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 17, p. 425-449.
- LEBRET Louis-Joseph, 1933, *La Bretagne maritime. Sa structure économique, sa détresse, comment la sauver. Premier congrès social maritime*, Paris, Saint-Servan, Société d'éditions géographiques maritimes et coloniales/Secrétariat social maritime de Bretagne.
- , 1937, *La grande angoisse de nos familles côtières. Enquête effectuée sous la direction du R. P. Lebreton*, Saint-Malo, Secrétariat social maritime, 1937.
- et alii, 1951-1958, *Guide pratique de l'enquête sociale. Vol. 1. Manuel de l'enquêteur, Vol. 2. L'enquête rurale, Vol. 3. L'enquête urbaine, Vol. 4. L'enquête en vue de l'aménagement régional*, Paris, Presses universitaires de France.
- , BURDET R., 1952, *Collection de sociologie religieuse à l'usage des séminaristes, prêtres de paroisses, missionnaires, aumôniers et responsables de mouvements, étudiants, routiers, chercheurs scientifique*, Voiron, Éditions SAGMA.
- , 1957, *La France en transition. Étapes d'une recherche*, Paris, Éditions ouvrières/Économie et Humanisme, coll. « Sociologie religieuse ».
- MALLEY François, 1955, « Sociologie religieuse 1955 », *Économie et Humanisme*, 91, p. 16-27.
- PELLETIER Denis, 1996, *Économie et Humanisme. De l'utopie communautaire à l'engagement dans le tiers-monde*, Paris, Le Cerf.
- , 1997, « Signification du marxisme (1949). Histoire d'un livre », Poulat Émile, Ravelet Claude (éds.), *Henri Desroche : un passeur de frontières*, Paris, L'Harmattan, p. 143-156.
- PIN Émile, 1956, *Pratique religieuse et classes sociales dans une paroisse urbaine. Saint Pothin à Lyon*, Paris, SPES.
- POULAT Émile, 1986, « La sociologie religieuse », Guillaume Marc (éd.), *L'État des sciences sociales en France*, Paris, La Découverte, p. 389-401.
- , 1999, « La CISR de la fondation à la mutation : réflexions sur une trajectoire et ses enjeux », Voyé Liliane, Billiet Jaak (eds.), *Sociology and Religions: an ambiguous relationship*, Leuven, Leuven University Press, p. 57-78.
- QUOIST Michel, 1952, *La ville et l'homme. Rouen. Étude sociologique d'un secteur prolétarien*, préface de Gabriel Le Bras, Paris, Éditions ouvrières/Économie et Humanisme.
- TRANVOUEZ Yvon, 1988, « 1950 : l'appel de Stockholm et la naissance du progressisme chrétien », *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Éditions ouvrières, p. 132-171.
- , 2013-2014, « Clercs et sciences humaines dans les conflits pastoraux du catholicisme français (1945-1978) », *Port Acadie*, 24-25-26, p. 317-334.
- TREBITSCH Michel, 1986, « Le renouveau philosophique avorté des années trente. Entretien avec Henri Lefebvre », *Europe*, 683, p. 28-40.

Entre expertise économique et pastorale catholique. Louis-Joseph Lebrez et la sociologie religieuse (1951-1958)

Entre 1951 et 1958, à la demande de l'épiscopat français, le père Lebrez et ses collaborateurs d'Économie et Humanisme mirent leurs outils d'enquête sociale au service d'une sociologie religieuse à but pastoral. L'article étudie les conditions dans lesquelles le père Lebrez initia ce travail, les réseaux qu'il mobilisa au sein du catholicisme français, les outils, les enquêtes et les ouvrages qui en résultèrent. L'œuvre de sociologie religieuse du père Lebrez est un observatoire de la « passion sociologique » qui saisit l'Église de France au cours des deux décennies de l'après-guerre. Elle montre la circulation de modèles d'analyse entre sociologie générale et sociologie pastorale. Elle prend fin assez rapidement, lorsque Lebrez s'oriente de plus en plus nettement vers un travail d'expert en développement dans le tiers-monde.

Mots-clés : sociologie, catholicisme, enquête, expertise, déchristianisation.

Between economic expertise and Catholic pastoral. Louis-Joseph Lebrez and religious sociology (1951-1958)

Between 1951 and 1958, at the request of the French episcopate, Father Lebrez and his collaborators of Economie et Humanisme devoted their sociological skills to benefit a pastoral commitment. This article considers the conditions under which Father Lebrez began this work, focusing on the mobilization of a network of researchers, activists and priests and on the conceptual tools, publications and social inquiries that resulted. Lebrez's religious sociology can be considered a key example of the "sociological enthusiasm" in the Church of France during the post-war decades and shows how analytic models circulated between general and pastoral sociology. It came to an end in 1958, when Lebrez, after managing several social surveys in third world countries, turned to a career as international expert in economic development.

Key words: sociology, Catholicism, social survey, expertise, dechristianisation, France.

Entre la experiencia económica y la pastoral católica. Louis-Joseph Lebrez y la sociología religiosa (1951-1958)

Entre 1951 y 1958, a petición del episcopado francés, el padre Lebrez y su equipo de Économie et Humanisme pusieron sus herramientas de investigación social al servicio de un sociología religiosa con un propósito pastoral. El artículo examina las condiciones en las que el padre Lebrez inició este trabajo, las redes que movilizó dentro del catolicismo francés, las herramientas, las

encuestas y los trabajos resultantes. La obra de sociología religiosa del Padre Lebreton es un observatorio de la «pasión sociológica» que se apoderó de la Iglesia de Francia durante las dos décadas del período de posguerra. Muestra la circulación de modelos de análisis entre la sociología general y la sociología pastoral. Llega a su fin con bastante rapidez, cuando Lebreton se está moviendo cada vez más hacia un trabajo de expertos en desarrollo en el Tercer Mundo.

Palabras clave: sociología, catolicismo, investigación, pericia, descristianización.